



MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

N° Projet : 24.03.035

**CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIÈRES
-
C . C . P**

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Objet de la consultation

**GUYANE (973) – Base Aérienne 367 – Remplacement et installation de deux chambres froides du
cercle interarmées du Groupement de Soutien de la Base de Défense de Guyane (GSBdD)**

SOMMAIRE

I.1. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
I.1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
I.1.2. CONTRAINTES RELATIVES AU LIEU D'EXECUTION	3
I.1.3. DISPOSITIONS GENERALES	3
I.2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
I.3. MODALITE DU REGLEMENT	5
I.3.1. PRIX.....	5
I.3.2. AVANCE	6
I.3.3. REGLEMENT	6
I.4. DELAIS ET PENALITES	6
I.4.1. NOTIFICATION DES DELAIS	6
I.4.2. DELAI D'EXECUTION	6
I.4.3. PENALITES.....	7
I.5. EXECUTION DES TRAVAUX	7
I.5.1. SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	7
I.5.2. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE ET FORMALITES A FAIRE AVANT LE DEBUT D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
I.5.3. REGISTRE DE CHANTIER.....	8
I.5.4. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	8
I.6. ASSURANCES / GARANTIES.....	9
I.6.1. ASSURANCES	9
I.6.2. GARANTIES.....	9
I.7. RECEPTION	9
1.8. LABEL ET CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHÉ	9
CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION	10
1.9.CLAUSE DE REEAMEN.....	10
IX. DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	12
II.1. DESCRIPTION DES TRAVAUX	13
II.1.1. CHAMBRES FROIDES	13
II.1.2. TRAVAUX DE COUVERTURE ET DE MAÇONNERIE	14
II.1.3. NORMES A RESPECTER OBLIGATOIREMENT	14
II.2. PRESENTATION DU MARCHÉ.....	14
II.2.1. LOTS OU SECTIONS TECHNIQUES	14
II.2.2. TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
II.2.3. DOCUMENTS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ.....	15
II.2.4. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	15
II.2.5. PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ.....	15
II.3. PRESCRIPTIONS D'EXECUTION.....	16
II.3.1. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	16
II.3.2. LES FOURNITURES ET MATERIAUX.....	16
II.3.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	17

I - CLAUSES ADMINISTRATIVES

Préliminaire : le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 avec ses mises à jour est applicable au présent marché.

I.1. OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I.1.1. Objet du marché

Les travaux consistent à remplacer et installer deux (2) chambres froides du cercle Interarmées de la Base Aérienne 367 de Matoury.

La maîtrise d'œuvre est assurée par la section ingénierie de la maintenance / cellule travaux de la DID.

La maintenance doit être assurée par le titulaire de ce marché pendant la période de garantie, et donc inclus dans l'offre.

I.1.2. Contraintes relatives au lieu d'exécution

I.1.2.1 Le titulaire du marché devra fournir la liste des personnels

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste devra comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou une copie de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-23 du code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Le personnel de l'entreprise devra respecter les consignes générales et particulières de l'établissement. Le maître d'œuvre peut exiger l'éviction des chantiers, ateliers ou bureaux de toute personne employée par l'entrepreneur.

I.1.2.2. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du cahier des CCAG travaux.

I.1.2.3. Obligation de discrétion

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG travaux.

I.1.3. Dispositions générales

L'ensemble des travaux sera rémunéré à prix forfaitaires.

Les travaux sont décrits dans la seconde partie de ce document (II – CLAUSES TECHNIQUES).

I.1.3.1. Représentation du titulaire ou du groupement

Les modalités de représentation du titulaire ou du groupement sont conformes aux articles 3.4 et 3.5 du CCAG travaux.

En cas de groupement conjoint le mandataire est solidaire des autres membres.

I.1.3.2. Forme de notifications des documents et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux, la notification des documents ou informations qui font courir un délai est réalisée par échanges dématérialisés avec accusé réception (messagerie électronique).

Toutes les autres notifications de documents et informations (ne faisant pas courir de délai) émanant du représentant du pouvoir adjudicateur ou du maître d'œuvre (notamment les ordres de service) seront également transmises au titulaire par échanges dématérialisés.

Le titulaire du présent marché est tenu de fournir dès la notification du présent marché :

- Une **adresse électronique accessible en permanence** par la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- Éventuellement une autre adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des travaux, objet du présent marché.

Les modalités détaillées relatives aux formes à adopter pour les correspondances dématérialisées (règles de message, ...) sont arrêtées par le maître d'œuvre au plus tard lors de la période de préparation.

Le titulaire du marché est tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures (si jour ouvrable) de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé, férié est réalisé lors du premier jour ouvrable suivant.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service sans réserves : **le titulaire dispose de quinze jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique), par la poste en recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé.**

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés peuvent être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

I.2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Conformément à l'article 4.1 du CCAG travaux, l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché est le suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

I.2.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. L'obligation de résultat est définie par le présent document et pour les pièces générales du marché. Le titulaire exécute comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages dans les chapitres afférant du CCTP, et dans le respect de l'obligation de résultat.

I.3. MODALITE DU REGLEMENT

I.3.1. Prix

Les prix sont fermes actualisables. Les prix remis par les soumissionnaires sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux.

I.3.1.1. Montant du marché

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire.

I.3.1.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation (RC).

Ce mois est appelé " mois zéro ".

III.3.1.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index désigné ci-après :

Index	Définition
BT 02 base 2010	Terrassements

Publié(s) au Bulletin officiel du ministère en charge du calcul de la valeur des index (et pour information au Moniteur des travaux publics et du bâtiment et consultables sur le site <https://www.insee.fr>

III.3.1.4. Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient de variation Cn applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule : $C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$ dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois zéro et au mois n.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante : $PN \times (I_0/I_n)$ dans laquelle, I_0 et I_n représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN).

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG TVX, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des travaux ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

I.3.1.5. Application de l'octroi de mer - Droit additionnel à l'octroi de mer

Le marché étant conclu « toutes taxes comprises », les montants des acomptes et du solde sont calculés avec les prix du marché comprenant l'ensemble des charges fiscales dont l'octroi de mer.

I.3.1.6. Montant sous-traité désigné au marché

L'annexe 1 jointe à l'acte d'engagement constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le DC4 indiquera la nature et le montant des travaux que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement.

Le montant des travaux sous-traités indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

I.3.2. Avance

L'avance sera de 30 %.

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement à l'article D.1 s'il refuse ou accepte ladite avance.

Les sous-traitants éventuels du titulaire peuvent également percevoir une telle avance, sur leur demande, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse 50 000 € HT.

Si le délai initial N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas 12 mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30% du montant initial du marché.

Il est égal au montant initial de l'avance multiplié par 12 / N, si le délai N dépasse 12 mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations facturées atteint 55 % du montant initial. Le remboursement s'effectue sur les factures.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 85 %.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs en groupement les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et par les cotraitants.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

I.3.3. Règlement

Le règlement sera fait par facture partielle et déposé sur le site CHORUS-Pro, onglet « Factures TRAVAUX », accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

SIRET : 13000190200241 Direction d'Infrastructure de la Défense de CAYENNE

Pour toute information concernant la mise en œuvre de la dématérialisation via le portail Chorus-pro et le paiement des états d'acompte, les titulaires peuvent au besoin contacter la cellule régulation au 05.94.39.20.65, ou par mail, à l'adresse gsbdd-guf-safregulation.referent.fct@intradef.gouv.fr

I.4. DELAIS ET PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération de pénalités de retard sans demande écrite de sa part.

I.4.1. Notification des délais

La notification des délais sera réalisée par ordre de service.

I.4.2. Délai d'exécution

Une période de préparation sera nécessaire et durera trois mois.

Les travaux quant à eux seront exécutés dans un délai de deux mois.

La date de début d'exécution du marché sera fixée par ordre de service.

Les éventuelles prolongations de délais sont organisées selon les stipulations de l'article 18.2 du CCAG travaux. Elles seront transmises par ordre de service et par un avenant transmis par PLACE.

I.4.3. Pénalités

I.4.3.1 Travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve.

Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire encourt une pénalité de 5000€ HT.

Tout sous-traitant doit être déclaré et agréé préalablement à son intervention auprès de la personne responsable du marché, via un acte spécial.

Dans le cas où il s'avèrerait que la sous-traitance occulte relève d'une initiative d'un sous-traitant (sous-traitance indirecte non déclarée), le titulaire du présent marché sera tenu de résilier le sous-traité et d'exclure le sous-traitant ayant introduit sur le chantier de façon illicite l'entreprise occulte.

Le titulaire encourt une pénalité de 3000€ HT.

En conséquence, le titulaire sera tenu d'inclure dans l'acte spécial de chacun des sous-traitants qu'il proposera une clause relative à la résiliation du sous-traité et à de l'acte spécial dans le cas où le sous-traitant serait responsable d'une intervention d'une entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation et de l'agrément des conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

I.4.3.2. Retard dans l'exécution des travaux

En cas de non-respect du délai d'exécution, les pénalités seront de 100 € HT par jour.

I.4.3.3 Retard dans la remise de documents

Le montant HT par jour de retard s'élève à 50 € HT.

I.4.3.4. Rendez-vous de chantier

Les réunions de chantier se feront sur convocation du maître d'œuvre. Le compte-rendu de chaque réunion de chantier est notifié au titulaire par ordre de service.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante.

Les rendez-vous de chantier sont obligatoires pour le titulaire.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 150€ HT. La pénalité appliquée fait l'objet d'une notification par ordre de service par le maître d'œuvre.

I.5. EXECUTION DES TRAVAUX

I.5.1. Sécurité et hygiène des chantiers

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19/05/2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

I.5.2. Documents à fournir par le titulaire et formalités à faire avant le début d'exécution des travaux

Il est procédé :

- À l'établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels et des véhicules devant intervenir sur le chantier ;
- À l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier d'exécution des travaux ;
- Au projet d'installation de chantier ;
- À l'établissement du plan d'hygiène et de sécurité s'il en y en a un ;
- À la remise au maître d'œuvre des fiches techniques des équipements employés.

I.5.3. Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur n'impose pas de registre de chantier du fait de la taille du chantier.

I.5.4. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les travaux qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

I.5.5. Connaissance des documents et obligation

Le titulaire du marché aura étudié pour l'établissement de son offre, et ce de manière approfondie, le dossier de consultation et donnera un prix global et forfaitaire pour l'ensemble des travaux à réaliser. Ainsi, une omission sur un plan ou dans le CCTP ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tel qu'ils sont décrits.

Il lui appartiendra de signaler en temps utile, et obligatoirement avant la remise d'offres, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires.

En conséquence, le titulaire du marché ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au parfait achèvement des installations en état de fonctionnement ou prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de son offre ou encore justifier un mauvais fonctionnement. En cas de contradiction entre les différents documents constituant le DCE, l'ordre de priorité des pièces est conforme à l'article II.1 du présent document.

I.6. ASSURANCES / GARANTIES

I.6.1. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des travaux.

I.6.2. Garanties

Les travaux sont couverts par la garantie de parfait achèvement pendant une durée d'un an à partir de la date de réception.

Au cours de cette période, l'entrepreneur sera tenu de rectifier tous les désordres éventuels quelle qu'en soit la nature.

Toute installation ou équipement, qui présenterait des défauts au cours de la période de garantie, ne donnerait pas satisfaction ou serait inapte à remplir les conditions du présent Cahier des Charges de par sa qualité ou son fonctionnement, sera immédiatement réparé ou remplacé par l'entrepreneur, à ses frais. Tous les raccordements et réglages seront compris dans ses prestations.

Le fonctionnement, même partiel, des installations n'implique aucunement la réception des travaux, même de la partie mise en service.

Garantie des fournisseurs

Tout le matériel fourni par l'entreprise sera garanti contre tous les vices de construction ou de matière. L'entrepreneur s'engage à fournir tout justificatif de garantie de ses fournisseurs sur les matériels qu'il met en œuvre.

Garantie de fonctionnement

Conformément au code civil (art. 1792-3), L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans à partir de la date de réception.

Au cours de cette période, l'Entrepreneur sera tenu de rectifier tous les défauts de fonctionnement éventuels quelle qu'en soit la nature.

La réparation ou la fourniture de pièces, pendant cette période ne peut avoir pour effet de prolonger celle-ci, déduction faite du temps mis pour approvisionner ces pièces.

Pour tout le matériel fourni par l'Entrepreneur, la garantie est celle fixée par les normes en vigueur.

La garantie ne s'applique ni aux détériorations provenant de l'usure normale, de négligence, ou de défaut d'entretien ou de surveillance, d'utilisation irrationnelle ou défectueuse, de cas de force majeure ou de cas fortuit, ni aux détériorations causées par des tiers.

I.7. RECEPTION

Le titulaire avisera le maître d'œuvre par écrit par mail, de la date à laquelle il estime que les travaux sont effectués, ou le seront, afin de pouvoir procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).

I.8. LABEL ET CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE

Label

Le ministère des Armées a obtenu le label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 : 2017 "achats responsables – lignes directrices" délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats.

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à cette norme et aux exigences de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR) et label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte "relations fournisseurs responsables (RFR), puis le dépôt d'un dossier de candidature au label "relations fournisseurs et achats responsables (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que les mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 : 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information : site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Certificat de bonne exécution

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux tort du titulaire ;
- « ... ».

1.9.Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes peuvent être apportées.

Modification des clauses de variation (révision, actualisation) des prix en cas de suppression ou modification d'index, d'évolution des variations supérieures aux clauses butoir

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent marché public peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

- si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié,
- si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être supprimé ou remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication,

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

Les modifications seront actées par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur ou les modifications seront actées par avenant.

Substitution d'un nouveau titulaire lorsque le titulaire est visé par une procédure collective, et dans le cas de silence de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur à la suite de sa mise en demeure par l'acheteur

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L.622-13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien, s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier le marché public dans les conditions suivantes :

- l'acheteur a la possibilité de substituer au titulaire initial un nouveau titulaire justifiant de capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale ;
- le décompte des prestations effectuées au titre du marché par le titulaire initial est établi par l'acheteur qui en informe l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire initial.

La substitution fait l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intègre le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du marché.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il est fait application des dispositions des articles du CCAG relatifs à la résiliation du marché.

Substitution sur demande du titulaire d'un nouveau titulaire en raison d'impossibilité de poursuivre les prestations du marché

Sur demande expresse, le titulaire peut solliciter de l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire en cas d'impossibilité à poursuivre l'exécution des prestations du marché (hormis les difficultés d'exécution mentionnées à l'article 31.1 du CCAG PI).

Le titulaire transmet sa demande à l'acheteur en exposant les motifs accompagné d'un dossier de présentation de l'opérateur économique de substitution, comportant l'ensemble des documents de candidature requis lors de la consultation.

Le titulaire de substitution doit impérativement justifier des capacités financières, techniques et professionnelles au moins équivalentes aux conditions fixées par l'acheteur pour la consultation initiale.

L'acheteur peut, quel que soit le motif, opposer un refus à la substitution d'un nouveau titulaire, au titre de la présente clause de réexamen.

L'acheteur notifie au titulaire initial dans un délai de 15 (quinze) jours maximum après réception de la demande, sa décision d'acceptation ou de refus du titulaire de substitution.

Le titulaire de substitution reprend l'intégralité des obligations du marché. Il est responsable envers l'acheteur de l'éventuel passif imputable au titulaire initial trouvant son origine avant la prise d'effet de la substitution.

La substitution ne peut, en aucun cas, intervenir avant le début de l'exécution des prestations du marché.

La modification fait l'objet d'un avenant de transfert sans incidence financière.

En cas de refus, l'acheteur met en demeure le titulaire initial de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCAP et du CCAG relatifs à la résiliation.

Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout événement conduisant à modifier significativement les modalités d'exécution du contrat ou d'un bon de commande

Lorsque, sans que l'exécution du marché ou d'un bon de commande soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

À ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 10 jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations du marché dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il est fait application des dispositions des articles du CCP et du CCAG relatifs à la résiliation.

IX. DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

- L'article I.4 déroge à l'article 19.2 du CCAG travaux ;
- L'article I.5.3 déroge à l'article 28.5 du CCAG travaux.

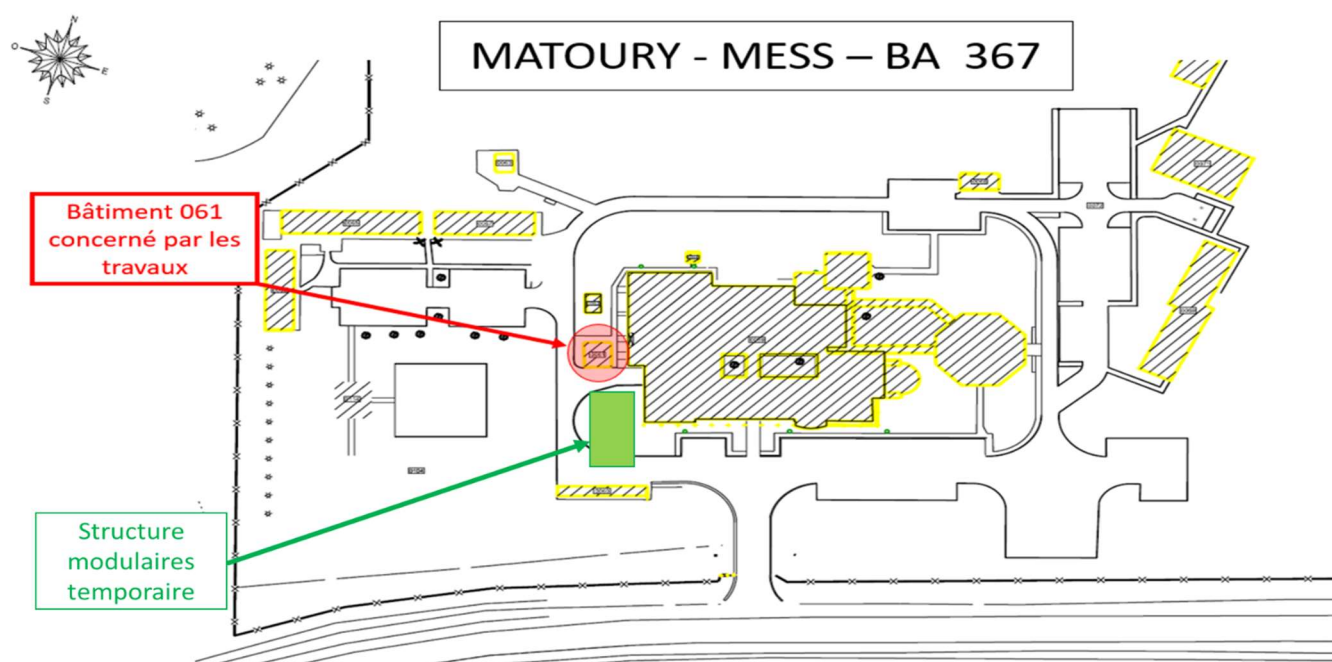
II – CLAUSES TECHNIQUES

II.1. DESCRIPTION DES TRAVAUX

L'opération consiste à poser deux chambres froides négatives et un SAS positif en lieu et place des deux conteneurs frigorifiques type KC 20.

Ces travaux comprennent :

- L'installation de chantier ;
- Pose de quatre plots béton pour supporter le conteneur déplacé ;
- Extension de la toiture existante (20 m²) ;
- Pose de deux poteaux pour supporter l'extension de la toiture (20m²) ;
- Fourniture et pose de 2 chambres froides négatives d'environ 40m³ chacune ;
- Réalisation d'1 SAS positif d'environ 20m³ ;
- Réalisation d'un bardage en panneaux sandwich de 120mm minimum ;
- Mise en place d'un équipement temporaire de chambres froides pour toute la durée des travaux afin de conserver une capacité de stockage des denrées alimentaires identique à celle actuelle ;
- Réalisation d'une distribution électrique pour l'éclairage et les groupes froids ;
- Le nettoyage de fin de chantier.



II.1.1. Chambres froides

Les 4 murs délimités par les poteaux existants seront réaliser en panneaux sandwich d'une épaisseur minimale de 12mm.

Parmi les fournitures attendues il y a des groupes condenseurs, des détendeurs et des électrovannes, un coffret d'alarme.

Les revêtements intérieurs et extérieurs seront pré laqués, les portes seront équipées de rideaux intérieurs pour éviter à la chaleur de rentrer lors d'ouvertures.

Le plafond (en appui avec gorge) des chambres froides n'excédera pas les 2.50m afin de conserver une ventilation naturelle entre le toit des chambres froides et la couverture existante.

Le sol recevra également une isolation thermique et le projet intégrera 2 chambres froides négatives d'environ 40m³ chacune et un SA positif d'environ 20m³. La conception architecturale du projet devra s'intégrer dans la structure existante.

II.1.2. Travaux de couverture et de maçonnerie

La structure métallique existante abrite les 2 KC 20 actuels et repose sur une dalle en béton armée de 48.36m² qui devra être conservée.

La structure métallique, la charpente métallique et la couverture seront conservées et feront l'objet d'une réparation sur les points où des désordres sont constatés.

La toiture existante doit être prolongée d'environ 18m² (3m de large et 6m de long), et doit reposer sur deux poteaux galvanisés à poser.

La charpente existante doit être renforcée en reprenant les soudures existantes par le biais de plaques métalliques.

Concernant le déplacement d'un conteneur, il faut poser quatre plots béton 50x50x40cm.

II.1.3. Normes à respecter obligatoirement

Il faudra respecter les règles et normes environnementales en vigueur (règles techniques, sanitaires et de sécurité applicables au stockage de produits d'alimentation surgelés en collectivité) au moment de la consultation :

- Arrêté du 30 septembre 1957 relatif aux mesures de sécurité applicables aux chambres froides ou climatisées s'appliquera à ce projet.
- Norme AFNOR NF P75-401-DTU 45.1, relative aux marchés de travaux de bâtiment pour l'isolation thermique des locaux à ambiance régulée et des bâtiments frigorifiques. Elle aborde notamment l'isolation thermique, l'hygiène et les matériaux à utiliser notamment pour les chambres froides positives extérieures ou intérieures et les chambres froides négatives extérieures ou intérieures.
- Règlement (CE) n°852/2004, ayant pour objet de définir les principes généraux d'hygiène applicables à toutes les denrées alimentaires, par toutes les entreprises, à tous les stades de la chaîne du froid. Il aborde les obligations en matière de traçabilité des températures pour les exploitants du domaine alimentaire.
- Règlement (CE) n° 853/2004 du 29 avril 2004 établissant les règles d'hygiène applicables aux denrées alimentaires dans les secteurs de la production primaire, de la transformation, de la distribution et de la vente. Il précise également, pour de nombreuses denrées alimentaires d'origine animale, la température maximale à laquelle elles doivent être conservées en froid positif.
- Règlement (CE) n°37/2005, établissant l'obligation d'installation de dispositif pour enregistrer la température dans les lieux de stockage et assurer le contrôle régulier des denrées surgelées. Les instruments doivent être conformes aux normes EN 12830, EN 13485 et EN 13486. En effet, les chambres froides professionnelles sont munies d'enregistreur de température.

II.2. PRESENTATION DU MARCHÉ

II.2.1. Lots ou sections techniques

Cette opération ne comprend pas de lot.

II.2.2. Tranches et phases d'exécution des travaux

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

II.2.3. Documents techniques applicables au marché

Les installations devront être conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels, préfectoraux, communaux en vigueur, aux règles et guides des normes européennes en vigueur (EN), française (NF).

II.2.4. Obligations de l'entrepreneur

II.2.4.1. Reconnaissance des lieux

Le candidat a pris connaissance, avant d'établir son offre, des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au marché. L'entreprise titulaire du présent marché reconnaît avoir eu toute liberté pour faire à ses frais, les constatations, recherches et enquêtes qu'elle a jugées nécessaires pour l'ensemble des travaux.

Sont notamment considérés comme connus :

- le terrain et ses sujétions propres ;
- la nature des existants ;
- les contraintes relatives aux propriétés voisines ;
- les contraintes relatives au fonctionnement du site durant les travaux ;
- les contraintes relatives au phasage ;
- les modalités d'accès ;
- les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité ;
- la fourniture et la pose des protections collectives (échafaudage, nacelle, etc...) ;
- les protections nécessaires ;
- les possibilités locales de traitement des déchets.

Le titulaire ne pourra pas invoquer, après notification du marché, la méconnaissance de telle ou telle caractéristique des lieux. **La visite des lieux est donc vivement conseillée et une attestation de visite sera retournée signée si elle a eu lieu.**

II.2.4.2. Documents d'étude

Pour remettre son offre, l'entrepreneur s'appuie sur l'ensemble des documents techniques et administratifs contractuels, soumis par voie électronique sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement des installations ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

II.2.5. Pièces à fournir par le titulaire du marché

II.2.5.1. Pendant la période de préparation

- liste nominative des personnels devant intervenir sur le chantier ;
- présentation au visa du maître d'œuvre du planning d'exécution des travaux ;

- projet d'installation de chantier ;
- les fiches techniques des matériels et matériaux employés à faire viser par le maître d'œuvre avant mise en œuvre ;
- les notes de calculs et plans d'exécution de la structure ;
- le PPSPS éventuel.
- Planning de maintenance

Tout retard dû à la période de préparation sera imputé et n'engendrera ni prolongation de délai, ni compensation financière.

II.2.5.2. Après achèvement des travaux

Dans les trente jours suivant la réception, le titulaire sera tenu de fournir le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sur un outil informatique.

Celui-ci comprendra :

- un exemplaire des documents graphiques permettant la reproduction ;
- la documentation technique des matériels, matériaux et produits mis en œuvre ;
- les spécifications de pose ;
- les constats d'évacuation des déchets.

II.3. PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

II.3.1. Prescriptions générales

Les interventions seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur dans son édition la plus récente, aux CCTG, aux DTU et aux avis techniques sur les matériaux et les matériels.

Les listes des tâches énumérées ne sont pas exhaustives, il appartient au titulaire du marché de suppléer à tout travaux utiles à la parfaite finition de ces travaux.

II.3.2. Les fournitures et matériaux

Les fournitures, matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs.

Les fournitures, appareils et accessoires quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer le bon fonctionnement des ouvrages ou de compromettre l'utilisation des équipements fonctionnels.

Dans le cadre des prescriptions du CCP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employés et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'avis technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre d'autres matériaux et produits fabriqués.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

S'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité, il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

II.3.3. Prescriptions particulières

II.3.3.1. Installation de chantier

Le titulaire du marché aura à sa charge, l'arrivée et le repli du matériel de chantier, ainsi que la remise en état des lieux en fin de travaux.

Les équipements suivants devront être fournis et posés par le titulaire :

- la signalisation et le balisage nécessaire ;
- la signalisation des zones en travaux pouvant représenter un danger pour la sécurité des personnes extérieures au chantier ;
- la fourniture des moyens d'évacuation des déchets.

II.3.3.2. Eau et l'électricité

L'eau et l'électricité seront disponibles. Néanmoins la mise en place d'un compteur de chantier devra être fait, avec la possibilité de facturation des consommations.

II.3.3.3. Nettoyage et repliement des installations

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage des infrastructures utilisées et de la protection de l'ensemble des ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception :

- le titulaire doit l'enlèvement et l'évacuation des protections mises en place et le nettoyage des ouvrages ou équipements qui étaient protégés ;
- le titulaire doit le nettoyage des abords après le repliement des installations de chantier ;
- Il devra également tenir en état les accès qui lui serviront pour le chantier.

Une attention particulière sera retenue avant tout départ du chantier.

II.3.3.4. Enlèvement des gravois

Les gravois de démolition ainsi que tous les autres matériaux et matériels déposés seront à évacuer au fur et à mesure à la décharge publique.

L'entrepreneur mettra en place un tri des déchets à la source avec une collecte séparée de ceux-ci, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique, le plâtre et le papier/carton (article L.541-21-2 CE).

L'entreprise fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc...., qui seront à sa charge.

L'entreprise s'engage à éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets qui ne sont plus susceptibles d'être réutilisés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment. (L541-2-1 CE).

En outre, elle s'engage à respecter les filières de traitement des déchets conformément à la réglementation en vigueur à la date de passation de la commande concernée sans prétendre à indemnisation au titre du présent marché.

II.3.3.5. Hygiène et sécurité du chantier

Il est rappelé au titulaire qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité du chantier, et qu'il a pour obligation d'interdire l'accès à toute personne étrangère à celui-ci. Le maître d'œuvre ne pourra être tenu pour responsable d'accident, de perte ou du vol des matériaux et matériels sur le chantier. Le personnel devra porter obligatoirement les équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité, casque, protection auriculaire, lunettes de protection, gants).

Il n'y a pas de vestiaires disponibles sur le site. Des toilettes ne pourront pas être mis à leur disposition.

Un plan de prévention sera établi avec le chargé de prévention correspondant à l'emprise après la notification du marché et avant le début des travaux.

II.3.3.6. Protection incendie

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile devra être précédée de la remise au chargé de prévention d'un permis feu.

Pour ce faire, l'entrepreneur lui fournira une fiche indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer ;
- les moyens de prévention pris contre les risques d'incendie ;
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier considéré.

L'absence de permis de feu justifiera l'interdiction par le maître d'œuvre de toute intervention avec source de chaleur.

Durant les travaux, l'entrepreneur titulaire du marché devra assurer à ses frais, sous sa responsabilité, les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier des extincteurs efficaces contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins et véhicules employés.

Enfin, il devra désigner pour le chantier, un responsable assurant pour tous les arrêts de travaux, l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité.

II.3.3.7. Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard, le jour de la réception des travaux.

Il est, d'autre part, stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

II.3.3.8. Vérification des installations et essais

Les conditions dans lesquelles sont réalisés les essais de contrôle et les épreuves sont définies aux articles 24 et 38 du CCAG.

Le titulaire doit mettre à disposition le personnel et le matériel nécessaires pour procéder à ces essais et mesures. Il assistera aux vérifications faites par le maître d'œuvre. Toutes déficiences constatées seront immédiatement réparées par le titulaire.

Le titulaire doit être présent lors de la mise en service effective des installations, il assistera le maître d'œuvre et le client responsable pour donner toutes les indications si nécessaires à la bonne marche de l'installation.

Après réalisation des prestations et travaux, il sera réalisé une réception globale des travaux. Elle pourra faire l'objet d'un procès-verbal établi avec le maître d'œuvre et récapitulera le point de départ des garanties de chaque opération.

II.3.3.9. Maintenance

La maintenance obligatoire doit être assurée par le titulaire de ce marché pendant la période de garantie. Elle sera réglementaire et conforme au planning fourni lors de la PP.

II.3.3.10. Découvertes

Dans le cas où les travaux feraient apparaître une présence d'amiante ou de quelconques autres natures ignorées du maître d'ouvrage, l'entrepreneur titulaire doit informer impérativement le maître d'œuvre.

Les dépenses entraînées par les découvertes, objet du présent article, en cours de chantier ne seront pas à la charge du titulaire.

II.3.3.11. Structure, ossature et charpente

Le calcul des ossatures et charpentes est à la charge de l'entrepreneur, suivant les charges d'exploitation et le règlement NV 65 (révisé en 2000).

Les charges permanentes sont celles répertoriées dans la NF P 06-004.

Les valeurs des flèches verticales à ne pas dépasser seront celles indiquées par les CB 71.

L'ouvrage sera réalisé conformément aux spécifications et aux prescriptions des documents en vigueur ; en particulier :

- DTU N° 40.5 (NF P 36-201) : travaux d'évacuation des eaux pluviales,
- NF P 06-004 : charges permanentes et charges d'exploitation dues aux forces de pesanteur,

Cette liste ne peut être limitative, les travaux devront être exécutés en conformité avec tous les documents officiels et réglementaires dont l'application est obligatoire à la signature du marché.

II.3.3.12. Protection des matériaux et des ouvrages

Tous les éléments métalliques, notamment les pieds de poteaux seront protégés efficacement contre la corrosion. La protection sera assurée par une peinture inhibitrice de corrosion, conforme à la décision B.2/81 de la commission centrale des marchés.

La protection des zones dégradées sera rétablie, avant mise en peinture définitive, par l'application localisée, soit d'une peinture riche en zinc, soit d'une peinture antirouille d'efficacité équivalente.

La distance maximale entre les pannes devra être compatible avec la couverture.

Les assemblages par connecteurs ou par clouage ne seront pas admis.

Les profilés seront déterminés par le calcul et/ou adaptées aux dispositions constructives, en respectant les dimensions minimums imposées.